

Asie (hors Chine)

Amel Falah, IFE-OFCE, DAP

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

- Contexte macroéconomique
- Cadrage et prévision
- Emploi
- Ménages
- Entreprises
- Finances publiques
- Commerce extérieur

International

- Synthèse internationale
- Politique monétaire
- Finances publiques
- Inflation
- Marché du travail
- Commerce international

Analyses Pays

- Allemagne
- Espagne
- Royaume-Uni
- États-Unis
- Chine

| Asie (hors Chine)

Comptes Pays

- Allemagne
- Espagne
- France
- Italie
- Royaume-Uni
- États-Unis

Veillez citer ce travail comme suit :

Amel Falah (2026). « Asie (hors Chine) », *Prévisions d'octobre 2026, IFE|OFCE*.

Contact

Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
<https://www.ofce.fr>

Asie (hors Chine)

Amel Falah

Asie : une croissance soutenue en 2026, avant un ralentissement en 2027

L'économie asiatique fait preuve d'une remarquable résilience malgré un contexte international difficile, marqué par les tensions géopolitiques, la crise énergétique et le ralentissement de la demande mondiale. Toutefois, la croissance économique de la région devrait légèrement ralentir, passant de 5,4 % en 2025 à 5,2 % en 2026.

La hausse des prix de l'énergie constitue un défi majeur pour les économies asiatiques fortement dépendantes des importations de pétrole et de gaz. Elle contribue à alimenter l'inflation et à accroître les coûts de production, notamment dans les secteurs des métaux et des fertilisants, particulièrement énergivores. Elle entraîne également une augmentation des coûts de transport et des consommations intermédiaires, qui se répercute progressivement sur les prix finaux. Ces pressions devraient ainsi peser à la fois sur le pouvoir d'achat et la consommation des ménages, ainsi que sur les coûts de production et les marges des entreprises.

Malgré ces obstacles, le principal moteur de la croissance asiatique reste l'essor mondial de l'intelligence artificielle. La forte demande de semi-conducteurs, de composants électroniques et d'équipements technologiques stimule les exportations de plusieurs pays de la région. Entre 2025 et 2026, les exportations asiatiques de produits liés à l'intelligence artificielle ont ainsi fortement progressé, renforçant la position dominante de l'Asie dans ce secteur stratégique.

Des économies comme la Chine, Taïwan, la Corée du Sud, Singapour, la Malaisie et les Philippines bénéficient particulièrement de cette croissance technologique (en 2024, leurs échanges de biens TIC avaient généré collectivement un excédent commercial d'environ 505 milliards de dollars). Les données disponibles pour 2025 et le début de 2026 suggèrent une nouvelle accélération, portée notamment par l'explosion de la demande mondiale de semi-conducteurs, elle-même stimulée par l'essor de l'intelligence artificielle. En Corée du Sud, par exemple, l'excédent commercial dans les produits TIC a atteint environ 113 milliards de dollars en 2025, tandis que les exportations TIC ont atteint un niveau record de 264 milliards de dollars.

Ainsi, même si l'Asie devrait connaître un ralentissement économique en 2026, elle demeure l'un des principaux moteurs de la croissance mondiale grâce à son dynamisme

technologique et à son rôle central dans la production et l'exportation de produits liés à l'intelligence artificielle.

Malgré la persistance de nombreuses incertitudes, les perspectives économiques pour 2027 resteraient globalement positives, même si la croissance devrait continuer à ralentir. La croissance de la région pourrait atteindre environ 4,8 %, après 5,2 % en 2026.

La baisse progressive de l'inflation, notamment sous l'effet de la détente des prix de l'énergie et du pétrole ainsi que de la normalisation des tensions sur les chaînes d'approvisionnement, pourrait également favoriser une reprise de la consommation et de l'investissement.

Derrière cette dynamique régionale se dessinent toutefois des trajectoires différentes : l'Inde et plusieurs économies d'Asie du Sud-Est sont principalement soutenues par la vigueur de leur demande intérieure, tandis que Taïwan, la Corée du Sud, Singapour et la Malaisie bénéficient davantage de la dynamique mondiale liée à l'essor de l'intelligence artificielle et des semi-conducteurs.

Toutefois, plusieurs risques continueront de peser sur l'économie asiatique. La volatilité des prix de l'énergie, les tensions géopolitiques et les incertitudes liées au commerce international pourraient ralentir l'activité. L'évolution économique de l'Asie dépendra donc en grande partie de la situation internationale et de la capacité des différents pays à s'adapter à ces nouveaux défis.

Cependant, cette spécialisation technologique représente également un risque. Ces économies restent fortement dépendantes des exportations et de la demande mondiale en produits technologiques. Un ralentissement du secteur de l'intelligence artificielle ou une baisse de la demande mondiale pourrait donc affecter leur croissance.

Le ralentissement de la croissance asiatique devrait s'accroître en 2027, après une baisse relativement limitée en 2026, malgré l'impact du choc énergétique. Cette évolution s'explique par des effets de calendrier et de composition : en 2026, les effets négatifs de la hausse des prix de l'énergie sur la consommation et les coûts de production seraient en partie compensés par le soutien exceptionnel du cycle mondial de l'intelligence artificielle et des semi-conducteurs, qui stimule notamment les exportations de Taïwan, de la Corée du Sud, de Singapour et de la Malaisie. En 2027, l'atténuation progressive de cette dynamique technologique réduirait ce soutien, tandis que les effets du choc énergétique continueraient de peser sur l'activité. Le ralentissement régional refléterait ainsi principalement la moindre contribution des économies fortement exposées au cycle technologique mondial, tandis que les économies davantage soutenues par leur demande intérieure afficheraient une évolution plus résiliente.

Tableau 1 : Croissance du PIB par pays, Asie (2025-2027)

	Poids, en %	Croissance du PIB, en %		
		2025	2026	2027
Corée du Sud	6,8	1,0	3,3	2,3
Asie en développement rapide	20,3	5,1	5,4	4,2
Taïwan	3,9	8,7	10,9	4,4
Hong Kong	1,5	3,5	4,2	2,7
Singapour	0,9	5,0	5,0	3,0
Thaïlande	3,6	2,4	2,2	2,1
Indonésie	6,0	5,1	5,2	5,2
Malaisie	1,7	5,2	5,2	5,0
Philippines	2,6	4,4	3,3	5,4
Chine	48,5	5,0	4,7	4,6
Inde	24,4	7,7	6,9	6,9
Asie hors Chine	51,5	5,8	5,8	5,2
Total	100,0	5,4	5,3	4,8

Sources : FMI (WEO), prévision IFE-OFCE octobre 2026.

L'économie indienne confirme sa position parmi les économies les plus dynamiques d'Asie et du monde. En 2026, elle devrait afficher une croissance robuste, principalement soutenue par la demande intérieure, les investissements, les infrastructures et l'activité industrielle. Pour l'exercice 2027, la croissance est estimée à 6,9 %, contre 6,6 % précédemment prévu.

L'activité industrielle constitue un autre moteur important de l'économie. Au premier trimestre 2026-2027, sa croissance s'est accélérée, passant de 3,8 % à 5,8 % sur un an. Le dynamisme des échanges intérieurs est également confirmé par la progression de 12,4 % des e-way bills¹ qui témoigne d'une activité soutenue dans le transport et la circulation des marchandises.

La consommation des ménages demeure un soutien essentiel à la croissance, avec une progression de 7,1 % sur un an au premier trimestre 2026-2027, contre 6,8 % un an auparavant. Cette vigueur de la demande intérieure, associée aux investissements publics et privés et au développement des infrastructures, renforce la résilience de l'économie indienne. La taille de son marché intérieur permet également de limiter sa dépendance à la demande extérieure.

La Reserve Bank of India (RBI) cherche à maintenir un équilibre entre le soutien à la croissance et la maîtrise de l'inflation. En juillet 2026, l'inflation atteint 4,45 % sur un an, contre 4,38 % en juin, soit une légère hausse de 0,07 point. Elle reste néanmoins proche de l'objectif de 4 % fixé par la banque centrale.

Dans ce contexte, la RBI maintient son taux directeur à 5,25 % en août 2026, avec une orientation monétaire prudente. Cette politique vise à contenir les pressions infla-

¹L'e-Way Bill est un document électronique permettant aux autorités fiscales indiennes de suivre le déplacement des marchandises et de limiter les risques de fraude à la GST (*Goods and Services Tax*).

tionnistes tout en évitant de freiner excessivement la consommation et l'investissement. La situation reste particulièrement sensible à l'évolution des prix de l'énergie, compte tenu de la forte dépendance de l'Inde aux importations de pétrole.

Malgré ses performances, l'économie indienne demeure exposée à plusieurs risques. Une hausse durable des prix du pétrole pourrait accroître les coûts de production, réduire le pouvoir d'achat des ménages et alimenter l'inflation. Les tensions géopolitiques, les perturbations du commerce international et les risques climatiques constituent également des facteurs d'incertitude.

Le chômage des jeunes représente par ailleurs un défi structurel important. Il concerne environ 16 % des 15-24 ans en 2025, selon les estimations de l'OIT. L'Inde doit donc créer suffisamment d'emplois, notamment qualifiés, afin de tirer pleinement parti de son avantage démographique et de transformer sa forte croissance en amélioration durable du niveau de vie.

Les perspectives demeurent favorables. La croissance indienne devrait atteindre environ 6,9 % en 2027, ce qui permettrait au pays de conserver son statut de l'une des économies les plus dynamiques au monde.

La solidité du marché intérieur constitue un atout majeur face aux éventuels ralentissements du commerce mondial. Toutefois, la dépendance énergétique, les tensions géopolitiques, les risques climatiques et les difficultés liées à l'emploi des jeunes pourraient limiter le potentiel de croissance à moyen terme.

Après une croissance limitée à environ 1,1 % en 2025, **l'économie sud-coréenne** devrait connaître un rebond en 2026, avec une croissance estimée à 3,3 %. Cette reprise repose principalement sur le dynamisme des exportations de semi-conducteurs, soutenues par la forte demande mondiale liée à l'intelligence artificielle, ainsi que sur la reprise des investissements.

Au deuxième trimestre 2026, l'économie reste dynamique mais montre certains signes de ralentissement. Le PIB progresse de 3,7 % sur un an, contre 3,8 % au trimestre précédent, tandis que la croissance trimestrielle passe de 1,8 % à 0,6 %. L'activité demeure principalement soutenue par les exportations, qui augmentent de 62,8 % sur un an en juillet 2026. Les ventes de semi-conducteurs progressent particulièrement fortement, avec une hausse de 178,8 %, portée par le boom mondial de l'intelligence artificielle. Les investissements des entreprises dans les équipements technologiques et les infrastructures de production de semi-conducteurs constituent également un soutien important à l'activité.

À l'inverse, la consommation des ménages montre des signes de ralentissement, avec une progression de 2,2 % sur un an, contre 2,5 % au trimestre précédent, soit une baisse de 0,3 point. Par ailleurs, la hausse des prix de l'énergie pèse sur l'activité économique en alimentant les tensions inflationnistes et en réduisant le pouvoir d'achat des ménages.

Face aux pressions inflationnistes et aux risques financiers, la Banque de Corée a adopté une orientation monétaire plus restrictive. Après un taux directeur de 2,50 % en mai 2026, celui-ci a été porté à 2,75 % en juillet, puis à 3,00 % en août, soit une hausse totale de 0,50 point. Cette politique vise à contenir l'inflation, et à maintenir la stabilité financière.

Cependant, des taux d'intérêt plus élevés constituent un frein à la demande intérieure, en renchérissant le coût des emprunts pour les ménages et les entreprises. La Banque de Corée doit donc arbitrer entre le soutien à la croissance et la maîtrise de l'inflation.

Malgré la solidité des exportations, les perspectives restent soumises à plusieurs risques. Les marchés financiers sont devenus plus volatils en raison des interrogations sur la durabilité du cycle d'investissement dans l'intelligence artificielle, le niveau d'endettement des entreprises et la concurrence croissante des fabricants chinois de semi-conducteurs. Une correction des investissements dans l'IA pourrait ainsi affecter les exportations et l'activité industrielle sud-coréenne.

En 2027, la croissance devrait rester positive mais baisser, avec une progression du PIB estimée autour de 2,3 %, après 3,3 % en 2026. L'économie devrait continuer de bénéficier de la demande mondiale en semi-conducteurs et technologies liées à l'IA, ainsi que des investissements dans ces secteurs. Toutefois, les tensions commerciales, les incertitudes géopolitiques et le risque d'un ralentissement du cycle technologique pourraient limiter l'expansion.

L'économie singapourienne reste dynamique au début de 2026, malgré un léger ralentissement. Au deuxième trimestre 2026, le PIB a progressé de 5,9 % sur un an, contre 6,3 % au premier trimestre.

Cette croissance est principalement portée par l'industrie manufacturière, le commerce de gros et les assurances. Le secteur manufacturier a particulièrement bénéficié du boom mondial de l'intelligence artificielle, avec une croissance de 12,2 % sur un an au deuxième trimestre 2026, contre 8,0 % au premier trimestre. Cette accélération s'explique notamment par la forte demande mondiale en semi-conducteurs et en équipements de production de puces, renforçant le rôle de Singapour dans les chaînes technologiques mondiales.

Sur l'ensemble de l'année, le PIB devrait progresser de 4,5 % en 2026, contre 5 % en 2025, traduisant un léger ralentissement de l'activité.

La Monetary Authority of Singapore (MAS) poursuit une politique monétaire visant à préserver la stabilité des prix. En juillet 2026, l'inflation s'établit à environ 1,2 % sur un an, ce qui témoigne de pressions inflationnistes relativement modérées. La MAS utilise principalement le taux de change comme instrument de politique monétaire et favorise une appréciation progressive du dollar singapourien. Cette stratégie permet de limiter le coût des importations et de contenir les pressions sur les prix.

Cette politique est particulièrement importante pour une économie très ouverte et fortement dépendante du commerce international. Une hausse durable des prix de l'énergie pourrait néanmoins augmenter les coûts d'importation et raviver les tensions inflationnistes.

En 2027, la croissance singapourienne devrait rester positive, mais pourrait baisser à 3 % après le rebond observé en 2026. Les investissements dans les infrastructures numériques et les nouvelles technologies devraient continuer de soutenir l'activité.

L'économie indonésienne a progressé de 5,3 % sur un an au deuxième trimestre, après 5,6 % au premier trimestre, marquant un ralentissement modéré de l'activité. La croissance reste néanmoins solide, portée par la consommation des ménages (+5,1 %) et l'investissement (+6,9 %). Les dépenses publiques ont également fortement accéléré, progressant de 16 % sur un an, contribuant ainsi à soutenir la demande intérieure et à amortir l'impact du choc énergétique et du niveau élevé des taux d'intérêt. Le commerce extérieur net a, en revanche, pesé sur l'activité.

Dans ce contexte, Bank Indonesia (BI) maintient une politique monétaire prudente afin de préserver la stabilité de la roupie, tout en recourant davantage à des mesures non conventionnelles pour attirer les capitaux étrangers, approfondir les marchés financiers et soutenir le financement de l'économie.

Les finances publiques sont toutefois sous pression, notamment en raison de la forte hausse du coût des subventions aux carburants. Parallèlement, le renchérissement de l'énergie détériore les comptes extérieurs et réduit la marge de manœuvre du gouvernement pour maintenir son soutien à l'activité. En juin, l'Indonésie a enregistré un deuxième déficit commercial consécutif de 450 millions de dollars, tandis que les importations ont bondi de 34,3 % sur un an. Les importations de pétrole et de gaz ont particulièrement augmenté, progressant de 105,1 % sur un an.

L'inflation s'est établie à 2,0 % sur un an en juillet 2026, contre 3,3 % en juin. Une remontée durable des prix de l'énergie pourrait toutefois raviver les tensions inflationnistes, alourdir le coût des subventions et exercer de nouvelles pressions sur la roupie.

La gouvernance de Bank Indonesia fait par ailleurs l'objet d'une attention accrue. Le départ de Perry Warjiyo et la nomination de Destry Damayanti, auparavant vice-gouverneure, à la tête de la banque centrale interviennent alors que le gouvernement souhaite renforcer le rôle de la BI dans le soutien à la croissance.

Les perspectives pour 2027 restent favorables, avec une croissance attendue autour de 5 %, soutenue par le renforcement de la demande intérieure, la reprise de l'investissement et l'amélioration des exportations.

L'environnement extérieur restera néanmoins déterminant. Une remontée des prix de l'énergie, une dégradation des comptes extérieurs ou un ralentissement de la demande mondiale pourraient peser sur l'activité et la roupie. Dans ce contexte, la capacité de Bank Indonesia à maintenir un équilibre entre stabilité de la monnaie, maîtrise de l'inflation et soutien à la croissance constituera un enjeu majeur en 2027.

L'économie philippine a fortement ralenti au deuxième trimestre, avec une croissance de 2,3 % sur un an, après 2,8 % au premier trimestre 2026, principalement en raison de la chute de l'investissement (-13,7 %) et du ralentissement de la consommation des ménages (+2,8 %). Les dépenses publiques (+8,3 %) et les exportations (+12,2 %) ont toutefois apporté un soutien à l'activité.

Face à cette faiblesse, la croissance de 2026 est désormais attendue autour de 3,3 %, tandis que les perspectives pour 2027 sont plus favorables, avec une croissance prévue à 5,3 %, portée par la reprise de l'investissement public et le renforcement de la demande intérieure.

L'inflation devrait rester un point de vigilance, avec une prévision de 3,9 % en 2027. Les principaux risques restent liés aux prix de l'énergie, aux tensions commerciales avec les États-Unis et à la faiblesse persistante de l'investissement. Le principal enjeu pour 2027 sera donc de relancer l'investissement, notamment privé et dans les infrastructures, tout en renforçant la productivité, le climat des affaires et l'intégration aux chaînes de valeur mondiales afin de soutenir une croissance durable.

L'économie taïwanaise reste portée par le boom mondial de l'IA et des semi-conducteurs. Le PIB a progressé de 12,9 % sur un an au deuxième trimestre 2026, après 15,4 % au premier, soit une croissance à deux chiffres pour le troisième trimestre consécutif et le rythme le plus élevé depuis près de 40 ans.

La forte demande mondiale de semi-conducteurs avancés a soutenu les exportations (+21,6 %) et l'investissement. Les importations ont augmenté de 18,3 % pour répondre à la demande liée à l'IA. Le commerce extérieur a contribué à hauteur de 5,9 points à la croissance du deuxième trimestre, tandis que la demande intérieure (+8,5 %) a apporté 7 points, signe que le cycle de l'IA se diffuse progressivement à l'ensemble de l'économie.

Si cette dynamique se maintient, la croissance pourrait dépasser 10 % en 2026.

L'inflation supérieure à l'objectif de 2 % de la banque centrale a légèrement baissé, de 2,6 % en juin à 2,5 % en juillet. Les risques haussiers demeurent, notamment en raison des tensions au Moyen-Orient et d'une éventuelle hausse des prix de l'énergie.

En 2027, la croissance devrait ralentir après cette performance exceptionnelle, tout en restant soutenue par les investissements mondiaux dans l'IA et les semi-conducteurs. Les principaux risques concernent un retournement du cycle technologique, un ralentissement de la demande mondiale de puces et une persistance des tensions inflationnistes.

L'économie thaïlandaise a ralenti au deuxième trimestre 2026, avec une croissance ramenée à 1,9 %, contre 2,8 % au trimestre précédent, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des perturbations du tourisme liées aux tensions au Moyen-Orient. La production industrielle a reculé de 3,1 % sur un an en juin, enregistrant son troisième mois consécutif de baisse, notamment en raison de la hausse des prix du pétrole, des coûts de transport et des arrêts de maintenance dans les raffineries. Sur l'ensemble du deuxième trimestre, la production industrielle a ainsi diminué de 1,8 %.

Le tourisme constitue également un frein à l'activité, avec une baisse des recettes touristiques et de la fréquentation. En juin, les arrivées de touristes ont reculé de 13,1 % sur un mois, pesant sur les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration. Malgré les mesures de soutien du gouvernement, la hausse du coût de la vie liée au choc pétrolier a également affecté la consommation des ménages.

Les exportations ont progressé de 17,6 % sur un an au deuxième trimestre, tandis que les importations ont augmenté de 42,3 %, notamment en raison des achats de pétrole brut destinés à renforcer les stocks stratégiques.

L'inflation a ralenti à 1,95 % sur un an en juillet, bénéficiant de la détente temporaire des prix mondiaux de l'énergie. Toutefois, la résurgence des tensions géopolitiques pourrait entraîner une remontée des prix.

En 2027, la croissance devrait rester modérée, soutenue par les dépenses publiques, les exportations et l'investissement, mais freinée par les incertitudes liées au tourisme, au prix de l'énergie et à la conjoncture mondiale. La poursuite des investissements liés à l'IA pourrait néanmoins apporter un soutien à l'investissement privé.

L'économie malaisienne est passée d'une croissance de 5,4 % au premier trimestre à 6,3 % au deuxième trimestre 2026. Sur l'ensemble du premier semestre, la croissance atteint ainsi 5,6 %, contre 4,5 % sur la même période en 2025.

Cette performance s'explique notamment par deux facteurs : le rebond du secteur minier (+10,2 %), principalement soutenu par la hausse de la production de gaz naturel, et la bonne performance du secteur manufacturier (+7,5 %), portée par les industries tournées vers l'exportation. À l'inverse, les services et la construction ont ralenti, tandis que l'agriculture s'est contractée de 3,7 %.

Malgré l'intensification des risques géopolitiques et le regain de volatilité sur les marchés mondiaux de l'énergie, la résilience de la demande intérieure et la bonne tenue des échanges extérieurs continuent de soutenir l'activité.

Les exportations ont notamment bondi de 45,4 % en juin, grâce à la forte progression des exportations de produits électriques et électroniques, de produits pétroliers et de GNL. Cette dynamique a permis de maintenir un excédent commercial de 14,9 milliards malgré une hausse de 43,9 % sur un an des importations, qui ont atteint un niveau record de 163 milliards.

L'inflation a, de manière inattendue, ralenti à 1,9 % sur un an en juin, contre 2,0 % en mai, mettant fin à trois mois consécutifs d'accélération.

À l'inverse, les prix à la production ont fortement accéléré, progressant de 9,2 % sur un an en juin, contre 7,8 % en mai. Cette hausse, la plus forte en quatre ans, reflète notamment le renforcement des pressions sur les coûts dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques et le conflit au Moyen-Orient.

Malgré la solidité de l'activité et une inflation à la consommation encore maîtrisée, la banque centrale a décidé de maintenir son taux directeur à 2,75 %.

2027 devrait marquer une normalisation de la croissance plutôt qu'un retournement. La demande intérieure et les investissements, notamment dans les secteurs technologiques, devraient continuer à soutenir l'activité et compenser en partie le ralentissement attendu des exportations. L'inflation, les prix de l'énergie et les risques géopolitiques resteront toutefois les principaux points de vigilance.

L'économie de Hong Kong a ralenti au deuxième trimestre, avec une croissance de 4,3 % après une forte progression de 5,9 % sur un an au premier trimestre 2026. Ce ralentissement reflète notamment une modération de la consommation privée et des dépenses publiques, tandis que l'investissement a progressé de 4,6 %, après une hausse exceptionnelle de 18,3 % au premier trimestre.

2027 devrait marquer une normalisation de la croissance, attendue à 2,8 % après 5,2 % en 2026. L'activité resterait soutenue par les investissements technologiques, le dynamisme des services et le renforcement des liens économiques avec la Chine. Le principal risque demeure toutefois un ralentissement plus marqué du commerce mondial, susceptible de peser sur les exportations.

Globalement, l'Asie devrait rester une région dynamique de l'économie mondiale. Les pays émergents comme l'Inde, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines devraient continuer à jouer un rôle important dans cette croissance, notamment grâce à la vigueur de leur demande intérieure. Parmi les économies plus avancées de la région, les perspectives apparaissent plus contrastées : Taïwan devrait continuer à bénéficier fortement du cycle mondial des semi-conducteurs et de l'intelligence artificielle, tandis que la Corée du Sud, Singapour et la Malaisie devraient également profiter de cette dynamique, quoique dans des proportions différentes. À l'inverse, la Thaïlande devrait connaître une croissance plus modérée, dans un contexte marqué par les difficultés du secteur touristique, les coûts énergétiques et les incertitudes sur la demande mondiale.